

Avec le soutien :



COMMUNIQUÉ DE PRESSE :

Les inégalités sociales, un facteur déterminant dans la défaillance rénale en France

Paris, le 11 décembre 2025

Une étude de l'Université de Lille, du CHU de Lille et de l'Institut Pasteur de Lille, menée avec le soutien de l'Ecolab (CGDD/SRI) dans le cadre de l'appel à projets du Green Data for Health et du Health Data Hub, met en lumière l'impact des inégalités sociales sur l'incidence de la défaillance rénale en France métropolitaine.

Publiée dans le *Clinical Kidney Journal*, cette recherche s'appuie sur **plus de 102 000 nouveaux cas de défaillance rénale** recensés entre **2012 et 2021** dans **34 830 communes** de l'Hexagone.

Les chercheurs ont croisé les données du **registre national REIN** (portant sur les patients atteints de maladie rénale chronique ayant nécessité un traitement de suppléance par dialyse ou transplantation rénale) avec des **indicateurs sociaux** (niveau socio-économique de la commune de résidence), de prévalence des principaux **facteurs de risque** connus (diabète, hypertension artérielle), d'**accès aux soins** et des **données environnementales** de pollution de l'air, grâce à un modèle statistique permettant d'intégrer des données spatio-temporelles.

Les inégalités sociales, levier majeur des écarts territoriaux

Les résultats montrent que la **défaveur sociale** explique près d'un tiers des disparités géographiques d'incidence de la défaillance rénale, bien avant les facteurs médicaux, d'accès aux soins ou d'exposition à la pollution de l'air. La défaveur sociale est un reflet du niveau socio-économique du milieu dans lequel on vit et a été approchée par le French European Deprivation Index (EDI). L'EDI est un indice multidimensionnel validé combinant plusieurs critères socio-économiques, tels que le niveau de revenu, d'études, la situation professionnelle ou les conditions de logement. Il permet d'évaluer le niveau global de précarité à l'échelle d'un territoire (ici la commune).

Ainsi, le diabète ne médie que 15 % du lien entre défaveur sociale et incidence de la défaillance rénale. Ce résultat confirme que l'influence des conditions de vie sur l'inégalité territoriale d'incidence de la défaillance rénale repose sur plusieurs autres mécanismes que la simple fréquence accrue des facteurs de risque.

Selon les estimations, entre 13 600 et 23 000 cas de défaillance rénale auraient pu être évités sur dix ans dans un monde où l'on réduirait l'écart socio-économique entre les communes les plus défavorisées et les moins défavorisées.

« La maladie rénale est souvent décrite comme une pathologie de la précarité. À notre connaissance, cette étude est la première à illustrer empiriquement cette assertion en quantifiant le poids de la défaveur sociale dans les inégalités territoriales d'incidence de la défaillance rénale, et ce dans un pays bénéficiant d'une couverture santé universelle. Si la défaveur sociale explique environ un tiers des disparités spatiales observées, l'ensemble des facteurs de risque connus n'en éclaire qu'environ la moitié, suggérant que d'autres déterminants, possiblement environnementaux, contribuent aux variations résiduelles. », expliquent Aghiles Hamroun, néphrologue, maître de conférences - praticien hospitalier en épidémiologie, CHU de Lille, et Michaël Genin, maître de conférences - praticien hospitalier en biostatistique, Université de Lille et CHU de Lille.

Avec le soutien :



Des données pour mieux comprendre et prévenir

Ce travail illustre la puissance du **croisement de données de santé et d'environnement pour éclairer les politiques publiques**. En croisant des données à un niveau de détail inédit, les chercheurs montrent qu'une amélioration des conditions sociales pourrait réduire considérablement l'incidence de la maladie. La finesse de ces données a également permis d'explorer la trajectoire temporelle de ces disparités territoriales d'incidence de la défaillance rénale, et de confirmer qu'elles sont restées constantes sur l'ensemble de la période d'étude.

Ces résultats ouvrent la voie à **de nouvelles approches territorialisées de prévention** et appellent à **intégrer les déterminants sociaux et environnementaux** dans les stratégies de santé publique. Ainsi, les équipes de recherche préparent déjà de **nouvelles publications prévues pour 2026**, qui porteront sur **l'influence des facteurs environnementaux** — pollution atmosphérique, expositions territoriales ou encore cadre de vie — afin d'offrir une vision intégrée des risques multiples pesant sur la santé rénale des populations.

Un projet soutenu dans le cadre d'un appel à projets en santé-environnement

Le projet MRC-PE (Maladie Rénale Chronique – Profils Environnementaux) a été accompagné par le **Health Data Hub** et par l'**Ecolab du Commissariat général au développement durable** dans le cadre de la première édition de l'appel à projets **« [La donnée pour la recherche et l'innovation en santé-environnement](#) »**.

Référence de la publication

Aghiles Hamroun, Amadou Tidiane Niang, Florent Occelli, Camille Frévent, Martin Paumelle, Clémence Béchade, Florian Bayer, Marta Blangiardo, Philippe Amouyel, Luc Dauchet et al.
Social deprivation as a key driver of spatial disparities in end-stage kidney disease incidence.
Clinical Kidney Journal, Volume 18, Issue 9, septembre 2025
<https://doi.org/10.1093/ckj/sfaf266>

Avec le soutien :



À PROPOS DU CHU DE LILLE

Avec une équipe de plus de 16 500 professionnels, le CHU de Lille est l'un des plus grands campus santé du Nord de l'Europe. Hôpital universitaire de recours, d'enseignement, et de recherche, il est reconnu pour l'expertise de ses équipes, la haute technologie de ses plateaux techniques. Près de 1,4 million de patients y sont pris en charge chaque année. Le CHU de Lille se positionne parmi les 5 premiers CHU de France pour la qualité de sa recherche.

Ses liens privilégiés avec les acteurs de la recherche et le haut niveau d'excellence de ses équipes permettent au CHU de Lille d'accompagner le développement d'une recherche en santé axée sur les problématiques de sa région, afin d'offrir des soins à la pointe du progrès. Le CHU de Lille noue de nombreux partenariats avec le monde industriel, dans une optique de transfert de technologies et de maturation des innovations. Fortes de leur expertise, les équipes médicales du CHU de Lille sont à l'origine de nombreuses 1ères nationales ou mondiales en termes d'innovations thérapeutiques. Le CHU de Lille investit chaque année plusieurs millions d'euros pour créer et moderniser les structures d'accueil des patients et les plateaux médico-techniques de haute technologie.

Contact presse → Alexandra.PREAU@chu-lille.fr

À PROPOS DE L'INSTITUT PASTEUR DE LILLE

Fondation reconnue d'utilité publique, l'Institut Pasteur de Lille est un centre de recherche, d'expertise et de prévention dédié à l'amélioration de la santé publique. Ses équipes mènent des travaux de pointe sur les maladies infectieuses, inflammatoires et chroniques, ainsi que sur les déterminants environnementaux et sociaux de la santé.

L'Institut s'appuie sur une approche intégrée, combinant recherche fondamentale, innovations technologiques, actions de prévention et services à la population, notamment ses centres d'examens de santé, de vaccination et de médecine internationale. Ces infrastructures permettent de transformer les découvertes scientifiques en applications concrètes pour protéger la population et réduire les inégalités de santé.

L'Institut Pasteur de Lille contribue également à éclairer les politiques publiques et à offrir des solutions de prévention basées sur des données fiables et scientifiques.

Contact presse → presse@pasteur-lille.fr

À PROPOS DE L'UNIVERSITÉ DE LILLE

L'Université de Lille, établissement public expérimental labellisé Initiative d'excellence française, est l'une des grandes institutions françaises publiques de recherche et d'enseignement supérieur. Elle accueille et accompagne 80 000 étudiants (dont 10 % d'étudiants internationaux) au sein de ses 15 facultés, écoles, instituts et ses 64 unités de recherche. L'Université de Lille s'appuie sur une ambition partagée à l'excellence scientifique, à l'innovation technologique, au développement socio-économique et à l'épanouissement de celles et ceux qui y travaillent et y étudient.

Contact presse → relationspresse@univ-lille.fr

Avec le soutien :



À PROPOS DE L'ÉCOLAB DU COMMISSARIAT GÉNÉRAL AU DÉVELOPPEMENT DURABLE (CGDD)

Ce projet a été accompagné par l'Écolab du Commissariat général au développement durable (CGDD), laboratoire d'innovation au service de la transition écologique, rattaché aux ministères de la Transition écologique, de l'Aménagement du territoire, des Transports, de la Ville et du Logement.

Le CGDD, direction transversale du ministère, éclaire et alimente, par la production de données et d'analyses, l'action du ministère. Il propose une vision d'ensemble des enjeux environnementaux.

Écolab intervient à travers deux leviers d'action :

- Data & IA pour la transition écologique : pour les politiques publiques, pour la transformation du pôle ministériel et pour la maîtrise de l'impact écologique ; pilotage de l'administration ministérielle des données, des algorithmes et des codes sources ; point de contact national pour la donnée géolocalisée.
- Animation de l'écosystème greentech français à travers la distinction Greentech Innovation et l'accompagnement de start-up et PME porteuses de solutions innovantes et durables (appel à manifestation d'intérêt ouvert du 24/11/25 au 19/01/26).

Contact presse → presse@ecologie-gouv.fr

À PROPOS DU GREEN DATA FOR HEALTH

Le Green Data for Health, projet incubé par l'Ecolab (CGDD/SRI) et à présent coordonné par l'Anses, est une offre de service visant à mieux mobiliser et valoriser les données environnementales au service de la recherche et de l'expertise en santé-environnement. Il associe 14 partenaires de la sphère publique producteurs de données environnementales et/ou sanitaires. Le GD4H s'articule notamment autour d'un catalogue de données, de modules d'aide juridique, et de projets et cas d'usage, et d'actions d'animation de la Communauté de la Donnée en santé-environnement (COMDSE).

À PROPOS DU HEALTH DATA HUB

Le Health Data Hub est un groupement d'intérêt public créé par la Loi du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et la transformation du système de santé. Il associe 56 parties prenantes, en grande majorité issues de la puissance publique (CNAM, CNRS, France Assos Santé...) et met en œuvre les grandes orientations stratégiques relatives au Système National des Données de Santé fixées par l'État, et notamment le ministère des Solidarités et de la Santé. C'est un service à destination de l'écosystème de santé, des acteurs à l'origine de la collecte de données, des porteurs de projets d'intérêt général et de la société civile. En ce sens, il promeut l'innovation en santé et l'accessibilité des données et des connaissances par le biais, entre autres, d'événements fédérateurs comme l'organisation de data challenges et d'appels à projets.

Contact presse → presse@health-data-hub.fr